

Défendre l'agroécologie

Entretien avec
Philippe Baret (UCL) et
Stéphane Parmentier (Oxfam)

SOS Faim défend l'agroécologie depuis de nombreuses années, en partenariat avec une multitude d'organisations de la société civile du Nord et du Sud. Ce numéro spécial est une belle opportunité pour dresser un état des lieux de son application de par le monde.

Où en est l'agroécologie aujourd'hui, depuis ses débuts en Amérique du Sud dans les années 70-80¹? A-t-elle réussi à gagner du terrain par rapport au modèle agro-industriel dominant? Quels sont les freins à son application plus large et systématique, en particulier dans les pays du Sud? *Défis Sud* ayant consacré un dossier à la thématique en octobre 2011, nous ne reviendrons pas ici en détail sur le concept d'agroécologie. Rappelons simplement qu'alliant écologie et agronomie, elle propose une alternative au modèle agro-industriel intensif en s'appuyant «sur les capacités socio-environnementales à re-naturaliser les systèmes alimentaires». À la fois discipline scientifique, ensemble de pratiques et mouvement social, l'agroécologie prône une approche holistique se basant sur divers principes clefs: autonomie, recyclage, relocalisation, forte intensité en connaissances, caractère systémique, utilisation des savoirs traditionnels... pour rencontrer les besoins locaux de manière durable. En cela, comme l'indique l'ancien Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation Olivier De Schutter, l'agroécologie est aussi et surtout une solution, «une solution à la pauvreté rurale, à la malnutrition, au changement climatique ou à la perte de biodiversité»².

Des difficultés de quantification et d'évaluation

Ça, c'est la théorie, mais dans les faits, où en est-on? La pratique se répand-elle dans les exploitations agricoles du Nord et du Sud? Répondre à cette question nécessiterait de pouvoir quantifier et évaluer son implémentation sur le terrain, ce qui se révèle d'emblée délicat. Comme le précise Stéphane Parmentier, «l'agroécologie est tellement variée et complexe qu'il est extrêmement difficile de la quantifier, et ce même quand on la réduit à sa seule dimension de pratiques agricoles». Pour Philippe Baret, «quelles que soient ces difficultés» d'ordre méthodologique, il semble certain que l'agroécologie reste «globalement très peu répandue et en est encore au stade des balbutiements». Et la complexité à évaluer son impact n'aide pas selon lui à développer un argumentaire en sa faveur. «Les résultats de l'agroécologie sont multiples: elle impacte à long terme aussi bien les rendements que la durabilité des systèmes, le bien-être, les revenus... De plus, l'agroécologie est contextuelle: par définition, des modèles différents sont appliqués d'un environnement à l'autre, avec souvent des performances différentes. Pour ces raisons, une comparaison avec d'autres modèles sur la seule base de la productivité ou de manière très globale, avec des expressions du type «nourrir le monde» est à la fois très difficile et potentiellement défavorable à l'agroécologie. Il faut donc pouvoir l'évaluer de manière

Philippe Baret est professeur d'agroécologie à l'Université de Louvain.

Stéphane Parmentier est chargé de recherches et de plaidoyer chez Oxfam Solidarité.

1 Même si le terme «agroécologie» a été utilisé pour la première fois dans les années 30, la discipline scientifique a réellement commencé à émerger dans le courant des années 70-80, avec les publications de quelques auteurs américains tels que Altieri, Gliessman, Francis.

2 De Schutter O. *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Assemblée générale des Nations unies. 20 décembre 2010.*





Illustration © Yves Dewulf.

L'agroécologie est un processus de transition, et non un catalogue de pratiques.

S. Parmentier.

contextuelle et sur la base d'un ensemble de critères sociaux, économiques et environnementaux». Stéphane Parmentier rajoute que «l'agroécologie est un processus de transition, et non un catalogue de pratiques. Parfois, en fonction de la manière dont elle est appliquée et combinée à d'autres pratiques, une même pratique peut être une composante d'une agriculture agroécologique, ou à l'inverse être un élément d'un système beaucoup plus industriel. Un exemple est celui du non-labour, une technique bien connue pour la moindre érosion des sols et la meilleure utilisation de l'eau qu'elle permet. Mais qui peut aussi amener à utiliser plus de pesticides de synthèse, du fait de l'exposition accrue des plantes à certains ravageurs. C'est la raison pour laquelle cette technique est plébiscitée par certains gouvernements, qui l'intègrent dans des «packages» globalement beaucoup plus industriels qu'agroécologiques, de type intensification durable ou 'climate smart agriculture' (CSA)» (NDLR: en français, «agriculture climato-intelligente»³).

³ L'agriculture climato-intelligente est une approche cherchant à allier la sécurité alimentaire à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation. Voir également le site de la FAO, ou une analyse d'Oxfam-Magasins du Monde.

Des dangers de récupération

Ces formes de récupération constituent selon le chercheur une menace importante pour le développement du modèle agroécologique sur le long terme. «De manière théorique, on pourrait imaginer des programmes labellisés CSA cohérents au niveau agroécologique. Mais dans les faits, les fonds alloués par les bailleurs sont souvent très formatés et inclusifs. Avec pour résultat l'intégration de l'agroécologie dans des cadres globalement très 'mainstream'. Les dimensions sociale et politique en sont complètement absentes, le changement des rapports de force entre acteurs ou le renforcement de l'autonomie des producteurs et des consommateurs n'étant pas du tout visés. Au final, l'agroécologie y devient un outil de consolidation ou de pérennisation du système alimentaire industriel. Alors qu'originellement, sa raison d'être est au contraire une remise en cause radicale de ce modèle agro-industriel.» Même son de cloche du côté de Philippe Baret: «D'aucuns prônent une approche dite "adaptive", dans laquelle des modèles du type CSA constitueraient une manière progressive d'arriver in fine à de l'agroécologie. Pour moi, c'est une forme de "greenwashing" qui réduit l'agroécologie à quelques pratiques et ne modifie pas fondamentalement les objectifs, les indicateurs ou la vision globale du modèle dominant. La CSA reste par exemple très descendante, ne laissant quasi pas de place à l'innovation paysanne. De ce point de vue, des agences comme le Cirad ou l'INRA⁴ en France ne facilitent pas les choses car elles mettent des étiquettes agroécologiques sur des choses qui le sont uniquement d'un point de vue technique mais pas du tout philosophiquement parlant.»

Une niche à financer et à protéger

L'un des risques est qu'au niveau financier, des fonds de coopération ou d'adaptation au changement climatique (comme les fonds verts pour le climat⁵) soient entièrement captés par les programmes de type CSA. Et ce, alors que l'agroécologie pâtit déjà d'un manque chronique de financements et est

⁴ Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et l'Institut national de la recherche agronomique, tous deux français.

⁵ Le Fonds vert pour le climat est un mécanisme financier de l'ONU, rattaché à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il a pour objectif de réaliser le transfert de fonds des pays les plus avancés à destination des pays les plus vulnérables, afin de mettre en place des projets pour combattre les effets des changements climatiques (politiques dites d'adaptation).



Burkina Faso au vert

Ils s'appellent Soré, Adama, Damiba, Fatoumata... Tous ont en commun la conviction de l'importance de l'agroécologie. Au Burkina, de nombreux paysans ont en effet quitté l'agriculture traditionnelle pour éviter l'achat coûteux de pesticides et d'engrais chimiques, qui en outre, sont nuisibles à la santé et à l'environnement.

Soré Nongma fait désormais son compost lui-même. Il a diminué ses dépenses et se réjouit de voir sa terre en bonne santé. Adama Balma rappelle que ce type d'agriculture demande moins d'eau : il ne faut arroser les cultures que tous les 4 ou 5 jours, lorsque la rentabilité a augmenté. Damiba Damata explique que les légumes produits sont meilleurs et que même s'ils sont un peu plus chers à la vente, les clientes sont demandeuses car c'est bio. Rosalie Tapsoba renchérit : « Avec l'agroécologie, la saveur des produits est meilleure. » Et prétendre que ce type d'agriculture est un retour en arrière n'est pas vrai : l'agroécologie utilise des pratiques traditionnelles couplées avec des techniques nouvelles. Pour un résultat optimal.

Damiba Damata explique que ses légumes sont les meilleurs.
Photo © SOS Faim.

encore très jeune en tant que discipline. Philippe Baret rappelle ainsi que « le secteur souffre de nombreux verrouillages, n'ayant été que très peu et que récemment investi. Si l'on veut qu'il devienne une option crédible, il faut y investir un minimum, en prélevant une partie des fonds alloués au modèle industriel. Mais, selon moi, vouloir mettre tout de suite l'agroécologie au même niveau que le modèle dominant n'a pas de sens car elle n'a pas les capacités pour s'imposer aujourd'hui comme l'option alternative. C'est le combat entre l'éléphant de la 'révolution verte' et la souris de l'agroécologie ! L'exemple de Cuba le montre bien. Le pays avait réussi sous l'embargo américain à développer un bon modèle agroécologique mais il est maintenant menacé par l'agro-industrie et ses immenses moyens à court terme. Il faut construire des niches agroécologiques et les protéger, de manière temporaire, avec une vision d'alternative de transition à long terme. Attention cependant à ne pas viser une trop petite échelle. C'est par exemple une très bonne nouvelle que des néoruraux s'investissent dans la permaculture. Mais réduire l'agroécologie à ces initiatives la délégitimerait auprès des agriculteurs classiques, qui sont nombreux, au Nord comme au Sud, à ne pas

réussir à rentrer dans le modèle dominant, malgré leur professionnalisme. Ce sont ces agriculteurs qu'il faut selon moi cibler en priorité ».

Une légitimité à développer

La question de l'attractivité et de la légitimité du modèle agroécologique auprès des agriculteurs constitue clairement l'un des plus grands défis du secteur. « Deux enjeux sont souvent oubliés dans ce domaine », d'après P. Baret. « Le foncier tout d'abord, qu'il faut pouvoir redistribuer et garantir sur le long terme. Et puis la dimension de la charge de travail. L'agroécologie demande potentiellement beaucoup de travail, qu'il faut rémunérer correctement. Très peu de recherches de faisabilité ont été conduites malheureusement. Alors qu'il existe dans le monde agricole, de manière légitime, une fascination, en particulier au Sud, pour la diminution de la pénibilité du travail et donc pour le modèle mécanisé à grande échelle. » Pour S. Parmentier, « le problème de la disponibilité en main-d'œuvre concerne davantage les pays développés qu'en développement. De fait, les populations de ces pays restent très dépendantes du secteur agricole, et l'agriculture



À voir

La vidéo « Burkina Faso au vert », sur le site de SOS Faim : <https://www.sosfaim.be/video/burkina-faso-au-vert/>

« Les résultats de l'agroécologie sont multiples. »

Philippe Baret.

à petite échelle qui y est majoritairement pratiquée est globalement très intensive en main-d'œuvre, que l'on parle d'agriculture paysanne traditionnelle ou de formes d'agriculture à petite échelle plus industrialisées. Dans tous les cas, l'agroécologie est un processus dynamique: si le diagnostic identifie un problème de main-d'œuvre, la donnée doit être intégrée dans l'équation et les pratiques choisies in fine doivent en tenir compte, même dans le cas où elles se révéleraient moins écologiques que dans l'idéal. Il faut par ailleurs rappeler que l'agroécologie autorise la mécanisation. Seulement, elle doit être graduelle. Une mécanisation trop brutale entraînerait d'énormes problèmes d'exode rural et d'accroissement de la pauvreté. C'est la productivité de la terre qui doit être augmentée en priorité, celle du travail ne doit croître que progressivement. L'agroécologie a là des arguments solides face au discours rhétorique de l'industrialisation comme outil de lutte contre la pauvreté. Surtout dans un contexte de raréfaction des terres, sachant que l'agriculture industrielle est très peu performante en termes de productivité de la terre».

De nécessaires changements de perception pour tous les acteurs

Le chercheur met ici le doigt sur un autre frein important au développement de l'agroécologie: les barrières culturelles et les préjugés, notamment des bailleurs. «Nombre d'entre eux assimilent l'agroécologie à l'agriculture traditionnelle, percevant les deux comme archaïques et non productives. Or, répétons-le, l'agroécologie a une forte productivité à la terre, un facteur pouvant contribuer à augmenter nettement le revenu des producteurs». Des changements de perception également nécessaires, selon P. Baret, chez certains ingénieurs agronomes et au sein de certaines ONG, dont un certain nombre, opportunistes, «étiquettent comme agroécologique du travail de démonstration technique (ex. agroforesterie, petit élevage⁶, permaculture), en oubliant que l'agroécologie part d'abord des systèmes paysans, en posant des diagnostics, en fournissant de l'accompagnement, en favorisant la construction de réseaux et des échanges de savoirs». Enfin, il faut aussi pouvoir convaincre les paysans eux-mêmes, notamment au niveau écono-

mique. Pour S. Parmentier, «la crainte de pertes économiques peut être un gros frein à l'adoption d'approches agroécologiques, en particulier chez les agriculteurs déjà engagés dans une agriculture industrielle. Ils risquent davantage de voir leurs rendements baisser initialement, le temps par exemple de refertiliser ou de revitaliser les sols. On en revient là à la question des études de cas, qui peuvent contribuer à persuader de faire la transition agroécologique, en démontrant l'amélioration des conditions de vie associées». De ce point de vue, le fait de travailler dans des régions qui n'ont pas encore connu de «révolution verte» (synonyme, entre autres, de politiques agricoles truffées de subventions en intrants chimiques), peut constituer un avantage. «Faire la transition agroécologique sans passer par la case 'agro-industrie' y est selon moi possible. La transition y rencontre sans doute moins de freins au niveau économique, même s'il y a potentiellement de nombreux autres problèmes liés à la complexité des changements à mettre en place (expérimentation, adaptation ou systématisation des techniques et approches). Cela constitue un enjeu fort pour ces régions, qui sont à un moment charnière où elles peuvent éviter de mettre le doigt dans l'engrenage de l'agriculture industrielle».

Propos recueillis par Patrick Veillard

Pour aller plus loin

Stassart P.M., Baret P., Grégoire J.C., Hance T., Mormont, Reheul D., Stilmant D., Vanloqueren G., Visser M. Août 2011. *Qu'est-ce que l'agroécologie?* Positionnement pour un cadre de référence du Groupe de Contact Agroécologie FNRS – Belgique.

⁶ Voir par exemple, sur ces sujets, respectivement les *Défis Sud* n°112 (avril 2013) et n°98 (décembre 2010).